



**CONVENTION DE COMMUNICATION DE DONNÉES**  
entre  
**le Fonds Commun de Garantie belge**  
et  
**la Direction générale Transport routier et Sécurité routière**  
**du Service public fédéral (SPF) Mobilité et Transports**

## 1. CADRE ET OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention fixe les règles de la communication de données extraites du fichier de la DIV au Fonds Commun de Garantie belge à l'appui de l'autorisation n°AF 14/2013 du 2 mai 2013 du Comité Sectoriel pour l'Autorité Fédérale (CSAF) institué au sein de la Commission de la Protection de la Vie Privée (CPVP) et portant sur la surveillance des flux électroniques des données.

## 2. LES RESPONSABLES DU TRAITEMENT

Au sens de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée, les responsables du traitement sont :

- a) La Direction Immatriculations et Homologations des Véhicules (DIV), faisant partie de la Direction générale Transport routier et Sécurité routière du Service public fédéral Mobilité et Transports (n° d'entreprise 0308357852), dont le siège est situé City Atrium, rue du Progrès 56 à 1210 Bruxelles (Saint-Josse-ten-Noode) et représentée par Monsieur Marnix SCHEERLINCK, Conseiller général Direction Immatriculations et Homologations des Véhicules.  
La DIV agit comme responsable du traitement en tant, notamment, qu'administration publique qui collecte et communique des données de son répertoire matricule des véhicules.
- b) Le Fonds Commun de Garantie belge (FCGB) ((n° d'entreprise 0407229655), personne morale, dont le siège est établi à Rue de la Charité, 33/1, 1210 Bruxelles) et représentée par Madame Catherine VAN HAUTE, Directeur Général).  
Le FCGB agit comme responsable du traitement en tant, notamment, qu'organisme qui reçoit des données de la DIV et qui les traite au sens des termes de la présente convention.

La DIV et le FCGB agissent par conséquence en qualité de responsables du traitement en tant qu'organismes qui déterminent les finalités et les moyens du traitement des données à caractère personnel (§ 4, article 1<sup>er</sup> de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée).

### **3. FOURNISSEUR ET DESTINATAIRE DES DONNÉES**

Le fournisseur des données est la DIV, mieux identifiée au point 2.a ci-dessus et le destinataire des données est le FCGB, mieux identifié(e) au point 2.b ci-dessus.

### **4. OBJECTIF(S) AVALISÉ(S) PAR LE COMITÉ SECTORIEL POUR L'AUTORITÉ FÉDÉRALE**

Sous réserve des conditions éventuelles mentionnées dans l'autorisation du CSAF, les objectifs du destinataire permis par le CSAF pour l'utilisation des données de la DIV sont les suivants :

- a) l'identification de l'assureur RC Auto sur base d'une plaque d'immatriculation, à la demande d'une victime d'un accident de la circulation, où à la demande de toute personne légalement autorisée à obtenir l'identité de l'assureur RC Auto.
- b) la détection des véhicules pour lesquels l'obligation d'assurance RC Auto n'est pas respectée

Tout autre objectif n'ayant pas reçu l'agrément formel du Comité Sectoriel pour l'Autorité Fédérale ne pourra être légitimement utilisé.

### **5. DONNÉES COMMUNIQUÉES ET MODALITÉS D'EXÉCUTION**

Voir, en annexe, est l'autorisation AF 14/2013 datée du 2 mai 2013 provenant du CSAF institué au sein de la CPVP et le document 'Mobivis Web Services'.

### **6. LA SOUS-TRAITANCE**

- a) Lorsque le traitement est confié à un sous-traitant, par exemple un service ICT, le responsable du traitement ou, le cas échéant, son représentant en Belgique, doit :
  - 1° choisir un sous-traitant qui apporte des garanties suffisantes au regard des mesures de sécurité technique et d'organisation relatives aux traitements;
  - 2° veiller au respect de ces mesures notamment par la stipulation de mentions contractuelles;
  - 3° fixer dans le contrat la responsabilité du sous-traitant à l'égard du responsable du traitement;
  - 4° convenir avec le sous-traitant que celui-ci n'agit que sur la seule instruction du responsable du traitement et est tenu par les mêmes obligations que celles auxquelles le responsable du traitement est tenu en application des dispositions du point c ci-après;
  - 5° consigner par écrit ou sur un support électronique les éléments du contrat relatifs à la protection des données et les exigences portant sur les mesures visées aux dispositions du point c ci-dessous.
- b) Si le destinataire choisit un sous-traitant, un contrat de sous-traitance doit donc être conclu entre eux et une copie de ce document sera transmise au fournisseur (la DIV) ; ce contrat fera partie intégrante de la présente convention. Le sous-traitant choisi par le destinataire respectera en tous points les termes de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée.
- c) Toute personne agissant sous l'autorité du responsable du traitement ou de celle du sous-traitant, ainsi que le sous-traitant lui-même, qui accède à des données à caractère personnel, ne peut les traiter que sur instruction du responsable du traitement, sauf en cas d'une obligation imposée par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance.

- d) En l'absence d'instructions de la part du responsable du traitement et en dehors d'une obligation imposée par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance, le sous-traitant s'abstiendra de traiter des données à caractère personnel et ne prendra aucune initiative en la matière.
- e) Toute modification substantielle apportée par le destinataire aux mesures de sécurité technique et d'organisation relatives aux traitements doit être signalée au fournisseur (la DIV), comme, par exemple et non exhaustivement, un changement de matériel informatique ou un changement de sous-traitant.

## 7. RESTRICTIONS ÉVENTUELLES

Aux conditions prévues par les articles 10 et 12 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée, la personne concernée par le traitement de ses données à caractère personnel peut exercer son droit de regard sur ces données ainsi que son droit de rectification de celles-ci.

A ces mêmes conditions, elle peut également exercer son droit de suppression ou d'interdiction de l'utilisation desdites données à caractère personnel qui, compte tenu du but du traitement, sont incomplètes ou non pertinentes ou dont l'enregistrement, la communication ou la conservation sont interdits ou encore qui ont été conservées au-delà de la période autorisée. Le destinataire est toutefois habilité à conserver les données strictement nécessaires afin de pouvoir communiquer aux victimes d'accidents de la circulation, dans le seul intérêt de celles-ci, qu'une demande d'identification concerne une Immatriculation radiée depuis plus de sept ans.

En pratique, moyennant la preuve de l'identité de la personne concernée et sur base d'une demande datée et signée de sa part, celle-ci peut obtenir, sans frais, auprès du destinataire (dont l'adresse est mentionnée au point 2.b de la présente convention) la communication des données la concernant ainsi que la rectification de ces données si leur traitement par le destinataire se révèle incomplet, incorrect ou non pertinent.

Cette même demande peut être effectuée par courrier électronique à l'adresse suivante : [bmic@fcgb-bgwf.be](mailto:bmic@fcgb-bgwf.be)

Le destinataire, en cette qualité, lorsqu'il est contacté par la personne concernée doit fournir à celle-ci au moins les informations suivantes, sauf si cette dernière en est déjà informée :

- a) Les coordonnées complètes du siège administratif du destinataire et, le cas échéant, le nom et l'adresse de son représentant.
- b) Les finalités du traitement.
- c) Que le destinataire ne poursuit aucune fin de *direct marketing* et qu'il ne communique aucune donnée à des tiers à des fins de *direct marketing*.
- d) D'autres informations supplémentaires, notamment :
  - les catégories de données concernées ;
  - les destinataires ou les catégories de destinataires ;
  - l'existence d'un droit d'accès et de rectification des données la concernant ; pour autant que la rectification concerne un traitement incorrect de la part du destinataire, tout en laissant intactes les données qui concordent avec celles reçues du fournisseur et ce sans rectification, modification ou radiation s'il s'agit des données que le fournisseur doit obligatoirement transmettre au destinataire dans le cadre de l'article 19bis-6 de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance automobile obligatoire.

- e) L'existence du présent protocole d'accord.

Le Registre public des traitements de données à caractère personnel peut être consulté auprès de la Commission de la Protection de la Vie Privée (CPVP), Rue de la Presse 35 à 1000 Bruxelles.

## 8. BASES NORMATIVES

a) Pour la DIV :

- Loi du 16 mars 1968 relative à la Police de la Circulation routière.
- l'article 6 de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules ainsi que son répertoire-matricule créé en vertu de cet arrêté royal.

b) Pour le destinataire :

Loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance automobile obligatoire  
Les articles 19bis-6 à 19bis-9 de ladite loi  
L'article 19bis de ladite loi  
Arrêté royal du 11 juillet 2003 fixant les conditions d'agrément et le fonctionnement du Bureau Belge et du Fonds Commun de Garantie  
L'article 16 dudit arrêté royal

## 9. CONDITIONS DE LA CONVENTION

- a) En signant la présente convention, chacune des parties s'engage à respecter les conditions et modalités décrites dans la convention et dans ses annexes éventuelles, notamment la durée de conservation des données à caractère personnel reçues de la DIV qui ne peut excéder celle nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles sont obtenues ou pour lesquelles elles sont traitées ultérieurement.
- b) Une demande qui fixe le cadre et l'objet d'un traitement de données à caractère personnel doit être préalablement adressée au CSAF. Celui-ci, avant d'octroyer son autorisation, vérifie si la communication de données envisagée est conforme aux dispositions légales et réglementaires. A cette condition seulement, la DIV pourra conclure une convention avec le demandeur visant à la communication de données. L'autorisation du CSAF ainsi que ses conditions éventuelles feront partie intégrante de la convention projetée sous forme d'une annexe écrite. La DIV se réserve le droit de requérir confirmation de cette autorisation directement auprès dudit comité sectoriel avant toute mise en œuvre de la convention sollicitée.
- Cette disposition constitue une *condition sine qua non* à la conclusion d'une convention de communication de données à caractère personnel entre le fournisseur qu'est la DIV et un destinataire potentiel.

## 10. MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification apportée au texte et au principe de la présente convention fera obligatoirement partie intégrante d'une nouvelle convention écrite, approuvée et signée par les deux parties.

## 11. POINTS DE CONTACT

- a) Pour le destinataire : bmic@fcgb-bgwf.
- b) Pour la DIV : help.div@mobilite.fgov.be, parking.div@mobilite.fgov.be

## 12. UTILISATION ET SÉCURISATION DES DONNÉES

- a) Le destinataire a l'obligation de prendre toutes précautions nécessaires afin de garantir la sécurité des données reçues et en est responsable en application des dispositions de la présente convention. Le destinataire a le choix de s'adjoindre un conseiller en sécurité de l'information, responsable de l'exécution de la politique de sécurité du destinataire, soit en son sein, soit auprès d'un tiers spécialisé nommément désigné vu que cette personne sera normalement le premier contact en cas de problèmes. Ce conseiller en sécurité peut aussi être choisi au niveau sectoriel pour plusieurs destinataires.
- b) Par la signature de la présente convention, le destinataire s'est assuré que les réseaux auxquels sont connectés les équipements impliqués dans le traitement des données à caractère personnel garantissent la confidentialité et l'intégrité de celles-ci.
- c) Toute autre utilisation des données reçues que celle(s) prévue(s) à la présente convention est strictement interdite et conduit à l'annulation pure et simple de la présente convention en application du point 14 de celle-ci (clause de nullité – sanction).
- d) La Direction Immatriculations et Homologations des Véhicules (DIV), faisant partie de la Direction générale Transport routier et Sécurité routière du Service public fédéral Mobilité et Transports se réserve le droit de mener des audits et des enquêtes par sondages, au besoin auprès des personnes concernées par le traitement de leurs données à caractère personnel mais aussi auprès du destinataire, afin de contrôler si ce dernier respecte ses engagements vis-à-vis de la présente convention.
- e) Le destinataire des données, en cette qualité, s'engage à accorder à tout moment, un droit de regard à la DIV, à la CPVP et au CSAF ainsi qu'à leurs représentants désignés sur tous les documents considérés comme pertinents pour ces services, et à répondre à toutes leurs questions. Le cas échéant, ces personnes peuvent effectuer une visite ou une consultation sur place, annoncée à l'avance ou non, afin de contrôler le respect des conditions stipulées dans la présente convention dans le chef du destinataire ou de son sous-traitant éventuel.
- f) La DIV et le destinataire, en tant que responsables du traitement, et leurs sous-traitants éventuels, prennent les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour protéger les données à caractère personnel contre la destruction accidentelle ou non-autorisée, contre la perte accidentelle ainsi que la modification, l'accès et tout autre traitement non-autorisé de données à caractère personnel.  
Le niveau de protection doit être proportionné à l'état de la technique en la matière, aux frais qu'il engendre, à la nature des données et aux risques potentiels.
- g) Le destinataire ou son sous-traitant éventuel ont l'obligation d'établir un plan de sécurité et de répertorier toute question ou réclamation reçue relative à la sécurité des données à caractère personnel ; de même, tout incident éventuel doit être répertorié.  
En cas d'incidents sérieux ou répétitifs quant à la sécurité des données à caractère personnel (violation) dans le chef du destinataire ou de son sous-

traitant éventuel, ceux-ci doivent être communiqués au fournisseur (la DIV). Ce dernier estime s'il y a lieu d'avertir les autorités judiciaires compétentes, en tenant compte des dispositions pénales prévues aux articles 37 à 43 LVP. La notification faite aux autorités judiciaires par le fournisseur de données décrira les conséquences de la violation et les mesures proposées ou prises pour y remédier.

### **13. DURÉE ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION**

- a) La présente convention est conclue pour une durée indéterminée et prend cours à la date de sa signature par les deux parties.
- b) Elle peut être résiliée par une des parties moyennant un préavis de 3 mois sauf dispositions expresses indiquées au point 14 de la présente convention (clause de nullité – sanction).

### **14. CLAUSE DE NULLITÉ – SANCTION**

Si les dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée ou si les dispositions de la présente convention ne sont manifestement pas respectées, la DIV, en tant que fournisseur, se réserve le droit d'interrompre, sur le champ et suite aux contrôles qu'elle aura effectués conformément aux points 12.d et 12.e de cette convention, la communication de données au destinataire et lui en notifie les raisons par courrier postal recommandé ou par courrier électronique avec accusé de réception.

De par cette notification, la convention conclue entre le destinataire et la DIV devient nulle et non avenue.

Les tribunaux de Bruxelles sont compétents pour tous les litiges découlant de la présente convention et qui ne peuvent être résolus aux termes de celle-ci.

### **15. ANNEXES**

Toute annexe pourra décrire, au besoin et dans le détail, la portée de la collaboration, la durée éventuelle du projet, les conditions à remplir et moyens à mettre en œuvre par chacune des parties.

*Sont joints :*

- a) L'autorisation du Comité Sectoriel pour l'Autorité Fédérale au sujet de la présente convention (annexe 1).
- ~~b) Le document intitulé 'Mobivis Web Services', version à la date de la rédaction de cette convention (annexe 2).~~

### **16. PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE**

Le traitement des données ainsi recueillies s'effectuera conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et à ses arrêtés d'application.

Le destinataire s'engage à n'utiliser les données reçues de la DIV que pour la(les) finalité(s) et à la(aux) condition(s) décrite(s) dans l'autorisation du CSAF.

## 17. TRANSPARENCE

- a) Les parties concernées par la convention ainsi conclue marquent leur accord pour que celle-ci figure intégralement sur le site Internet du SPF Mobilité et Transports, dénommé [www.mobilite.belgium.be](http://www.mobilite.belgium.be).
- c) Des exemplaires « papiers » de cette convention sont également disponibles sur simple demande écrite à la DIV ou au destinataire aux adresses postales indiquées aux points 2.a et 2.b de la présente convention ou aux adresses électroniques « [help.DIV@mobilit.fgov.be](mailto:help.DIV@mobilit.fgov.be) » ou « [bmic@fcgb-bgwf](mailto:bmic@fcgb-bgwf) ».

## 18. DIFFÉRENCES INTERPRÉTATIVES DE LA PRÉSENTE CONVENTION

Les parties contractantes s'engagent à trouver une solution aux difficultés qui pourraient surgir quant aux différences d'interprétation de la présente convention, de ses annexes et de ses avenants. En cas de situation conflictuelle générée par des différends sur l'interprétation de cette convention, avantage sera toujours accordé à la résolution du CSAF.

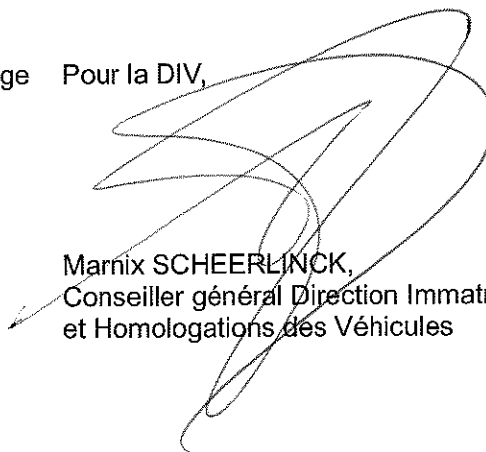
Fait à Bruxelles, le 4 juin 2013 en deux exemplaires, chaque partie reconnaissant avoir reçu un exemplaire.

Pour le Fonds Commun de Garantie belge



Catherine VAN HAUTE  
Directeur Général

Pour la DIV,



Marnix SCHEERLINCK,  
Conseiller général Direction Immatriculations  
et Homologations des Véhicules



**Sectoraal comité voor de Federale Overheid**

**Beraadslaging FO nr 14/2013 van 2 mei 2013**

**Betreft:** machtigingsaanvraag vanwege het Gemeenschappelijk Motorwaarborgfonds om bepaalde gegevens te kunnen raadplegen die bij de Dienst Inschrijving Voertuigen van de FOD Mobiliteit en Vervoer worden bewaard (AF-MA-2013-013)

Het Sectoraal comité voor de Federale Overheid;

Gelet op de wet van 8 december 1992 *tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens* (hierna WVP), inzonderheid de artikelen 31 *bis* en 36 *bis*;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 december 2003 *tot vaststelling van de nadere regels met betrekking tot de samenstelling en de werking van bepaalde sectorale comités opgericht binnen de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer*, inzonderheid artikel 18;

Gelet op de aanvraag van de Onderdirecteur van het Gemeenschappelijk Motorwaarborgfonds ontvangen op 28/03/2013;

Gelet op de aanvraag van het technisch en juridisch advies gericht aan de Federale Overheidsdienst Fedict op 05/04/2013;

Gelet op het technisch en juridisch advies ontvangen op 02/05/2013;

Gelet op het verslag van de Voorzitter;

Beslist op 2 mei 2013, na beraadslaging, als volgt:



## **I. ONDERWERP EN CONTEXT VAN DE AANVRAAG**

1. Op 20 februari 2013 diende het Gemeenschappelijk Motorwaarborgfonds een machtigingsaanvraag in bij het Comité om toegang te krijgen tot bepaalde persoonsgegevens die in de databank van de Dienst Inschrijving Voertuigen (hierna "de DIV") zijn opgeslagen. Deze aanvraag werd op 4 maart 2013 en op 28 maart 2013 aangevuld met bijkomende informatie.
2. Het Gemeenschappelijk Motorwaarborgfonds (hierna "de aanvrager") is een onderlinge verzekeringsvereniging, opgericht bij wet van 9 juli 1975 *betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen* en erkend bij koninklijk besluit van 12 april 2004. De opdrachten zijn vastgelegd bij wet van 21 november 1989 *betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen* (hierna de wet van 21 november 1989).
3. Een van de opdrachten van de aanvrager bestaat er in dat hij er dient op toe te zien dat de eigenaars van een motorrijtuig hun verzekeringsverplichting nakomen. Een andere taak betreft de verstrekking van informatie aan benadeelden van wegverkeersongevallen over de verzekeringsonderneming waarbij motorvoertuigen die in het ongeval zijn betrokken, verzekerd zijn. De gevraagde toegang tot de DIV-gegevens kadert in deze twee opdrachten.

## **II. ONDERZOEK VAN DE AANVRAAG**

### **A. BEVOEGDHEID VAN HET COMITÉ**

4. Krachtens artikel 36bis WVP, *"vereist elke elektronische mededeling van persoonsgegevens door een federale overheidsdienst of door een openbare instelling met rechtspersoonlijkheid die onder de federale overheid ressorteert een principiële machtiging (van het bevoegd sectoraal comité)"*.
5. Het is de taak van dit Comité om na te gaan *"of deze mededeling enerzijds nodig is voor de implementatie van de opdrachten die toevertrouwd worden door of krachtens de wet aan de vragende federale overheid en anderzijds of deze mededeling in zijn diverse aspecten compatibel is met al de geldige normen inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer wat de verwerking van de persoonsgegevens betreft."* (Parl. Doc 50, 2001-2002, nr. 1940/004).

6. De DIV, dat behoort tot de FOD Mobiliteit en Vervoer, zal de persoonsgegevens elektronisch aan de aanvrager doorsturen. Bijgevolg is het Comité bevoegd.

## **B. TEN GRONDE**

### **§ 1. FINALITEITSBEGINSEL**

7. Artikel 4, § 1, 2<sup>o</sup>, WVP laat de verwerking van persoonsgegevens slechts toe voor welbepaalde, uitdrukkelijk omschreven en gerechtvaardigde doeleinden en de gegevens mogen bovendien niet verder worden verwerkt op een wijze die onverenigbaar is met die doeleinden.
8. De aanvrager moet er enerzijds op toe zien dat eigenaars van een motorvoertuig hun verzekeringsplicht nakomen en hiertoe moet hij alle relevante informatie verzamelen<sup>1</sup>. Anderzijds heeft de aanvrager de plicht om informatie te verstrekken aan benadeelden van wegverkeersongevallen en dit in het bijzonder over de verzekeraar van de motorvoertuigen die in het ongeval betrokken zijn, zodat de benadeelden weten tot wie zij zich moeten richten om een schadevergoeding te bekomen. Hiertoe dient de aanvrager een register bij te houden en deze registratie bevat onder andere gegevens die door de DIV kunnen aangeleverd worden<sup>2</sup>.
9. Het Comité is van oordeel dat dit welbepaalde en uitdrukkelijk omschreven doeleinden betreft en het benadrukt dat de gevraagde gegevens enkel met het oog op die doeleinden mogen verwerkt worden.
10. De beoogde gegevensverwerkingen zijn ook toelaatbaar, gelet op op artikel 5, punt c), en artikel 8, §2, b), van de WVP. De aanvrager kan zijn controletaak en zijn informatieopdracht, zoals omschreven in randnummer 8, slechts naar behoren vervullen voor zover hij de gevraagde gegevens verwerkt.
11. Aangaande de vereiste van verenigbaarheid met het oorspronkelijk doeleinde, wijst het Comité erop dat de geplande verwerkingen, met name de doorgifte van bepaalde gegevens door de DIV aan de aanvrager, bestaan uit latere verwerkingen van gegevens die oorspronkelijk voor andere doeleinden werden verwerkt. Deze latere verwerkingen zijn slechts rechtmatig indien zij niet onverenigbaar zijn met de finaliteit van de initiële verwerking. Dit onderzoek naar de verenigbaarheid wordt gedaan in functie van de redelijke

---

<sup>1</sup> Artikel 19bis wet van 21 november 1989.

<sup>2</sup> Artikel 19bis-6 wet van 21 november 1989.

verwachtingen van de betrokkene en van de toepasselijke wettelijke en reglementaire bepalingen.

12. Ter zake stelt het Comité vast dat:

- artikel 19 bis van de wet van 21 november 1989 het volgende stipuleert:  
*"Het Gemeenschappelijk Waarborgfonds (...) moet alle informatie verzamelen nodig voor de uitvoering van de bepalingen van dit hoofdstuk. (...)"*
  
- artikel 19bis-6 van diezelfde wet het volgende bepaalt:  
*"§ 1. Het Fonds houdt een register bij dat de volgende gegevens bevat :*
  - 1°) wat de voertuigen betreft die gewoonlijk op het Belgisch grondgebied zijn gestald,*
    - a) het inschrijvingsnummer, de datum van de laatste inschrijving en de geldigheidsduur van de inschrijving van het voertuig in het repertorium van de voertuigen;*
    - b) de naam, de eerste voornaam of de benaming van de titularis van de kentekenplaat en het adres van de houder van de kentekenplaat;*
    - c) de aard van het voertuig of van de inschrijving;*
    - d) het merk, het type, het chassisnummer, het controlenummer, het vermogen of de cilinderinhoud van de motor, de maximum toegelaten massa en de datum van de eerste inverteersstelling van het voertuig;*
  - 2°) de nummers van de verzekeringspolissen (...);*
  - 3°) de verzekeringsondernemingen die het gebruik van de voertuigen dekken (...);*
  - 4°) de lijst van de voertuigen waarvoor (...) wordt afgeweken van de verplichte verzekering;*
  - 5°) met betrekking tot voertuigen als bedoeld in 4°), de naam en het adres van de overheden of de instellingen die zijn belast met de schadevergoeding aan de benadeelden;*
  - 6°) de naam en het adres van de in iedere Staat van de Europese Economische Ruimte aangewezen schaderegelaar.*
- § 2. De in § 1 genoemde gegevens moeten gedurende zeven jaar na het verstrijken van de inschrijving van het voertuig of van de verzekeringsovereenkomst worden bewaard.*
- § 3. De Koning bepaalt, op voorstel van de ministers die de economische zaken en de inschrijving van de voertuigen onder hun bevoegdheid hebben, de gegevens die de directie van de inschrijvingen bij het Bestuur van Wegverkeer en Infrastructuur en die de verzekeringsondernemingen en de in artikel 10 bedoelde overheden en instellingen, aan het Fonds dienen te verstrekken."*

➤ artikel 16 van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 houdende de vaststelling van de toelatingsvoorwaarden en de werking van het Belgisch Bureau en het Gemeenschappelijk Waarborgfonds in het volgende voorziet:

*"De directie van de inschrijvingen bij het Bestuur van het Wegverkeer en Infrastructuur is er toe gehouden maandelijks de wijziging van de gegevens aan het Fonds mee te delen als bedoeld in artikel 19bis-6, §1, 1), 4° en 5° van de wet (...)."*

➤ artikel 5 van de wet van 19 mei 2010 houdende oprichting van de Kruispuntbank van de voertuigen het volgende bepaalt:

*"De Kruispuntbank heeft tot doel om enerzijds de opspoorbaarheid van voertuigen te waarborgen (...) en anderzijds om op elk ogenblik de eigenaar ervan, de aanvrager en de titularis van hun inschrijving te identificeren, alsook de gegevens betreffende hun goedkeuring te achterhalen teneinde: (...)*

*21° de verzekeringsplicht van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid te controleren waartoe de motorvoertuigen en aanhangwagens aanleiding kunnen geven;*

*22° de identiteit van de verzekeringsmaatschappijen, die burgerrechtelijke aansprakelijkheid dekken ten gevolge van het gebruik van elk van de voertuigen in geval van een verkeersongeval, aan de daarbij betrokken personen mee te delen; (...)"*

De hierboven geciteerde wet van 19 mei 2010 is echter nog niet in werking getreden (cf. artikel 40). Intussen wordt de toegang tot de gevraagde gegevens nog geregeld door het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen, waarin een limitatieve opsomming is voorzien voor de gevallen waarin de gegevens kunnen geconsulteerd worden. In artikel 6, § 2, 15° en 16°, van dit koninklijk besluit wordt evenwel in gelijkaardige regels voorzien als in artikel 5, 21° en 22° van de wet van 19 mei 2010, zodat het huidige en het toekomstige regelgevend kader op dit punt overeenstemmen.

13. Het Comité stelt aldus vast dat de gegevensverwerkingen die de aanvrager in onderhavige context wenst uit te voeren, niet onverenigbaar zijn in de zin van artikel 4, § 1, 2°, WVP.

## **§ 2. PROPORTIONALITEITSBEGINSEL**

### **2.1. Aard van de gegevens**

14. Artikel 4, § 1, 3°, WVP stelt dat persoonsgegevens toereikend, ter zake dienend en niet overmatig dienen te zijn, uitgaande van de doeleinden waarvoor zij worden verkregen of waarvoor zij verder worden verwerkt.

15. De aanvrager wenst een toegang tot de volgende gegevens:

- a. inschrijvingsnummer, datum laatste inschrijving, geldigheidsduur van de inschrijving van het voertuig;
- b. naam, voornaam en adres van de titularis van de nummerplaat;
- c. aard van het voertuig of van de inschrijving;
- d. merk, type, chassisnummer, controlenummer, vermogen of cilinderinhoud van de motor, maximum toegelaten massa en datum eerste inverkeerstelling van het voertuig;
- e. de voertuigen waarvoor wordt afgeweken van de verplichte verzekering en, met betrekking tot deze voertuigen, de naam en het adres van de overheden of de instellingen die belast zijn met de schadevergoeding aan de benadeelden.

16. Het Comité stelt vast dat de combinatie van deze gegevens noodzakelijk is opdat de aanvrager een solide link<sup>3</sup> zou kunnen leggen tussen enerzijds een voertuig en anderzijds de persoon of de onderneming op wiens naam het voertuig is ingeschreven en de verzekeraar van het voertuig. Het is aldus van oordeel dat de gegevens die door de DIV aan de aanvrager zullen worden toegestuurd, toereikend, ter zake dienend en niet overmatig zijn (cf. artikel 4, § 1, 3°, WVP) in het licht van de doeleinden waarvoor ze zullen worden aangewend.

17. Verder merkt het Comité op dat de aanvrager – in het kader van zijn informatieopdracht (cf. supra randnummer 8) – deze gegevens niet allemaal mag ter beschikking stellen van benadeelden van wegverkeersongevallen. Artikel 19bis-8 van de wet van 21 november 1989 geeft immers een limitatieve opsomming van de gegevens die de benadeelde mag ontvangen en het vermeldt onder welke voorwaarden hij/zij deze informatie mag verkrijgen. Het Comité onderlijnt dat de aanvrager de gegevens die hij krachtens onderhavige machtiging van de DIV verkrijgt dan ook enkel binnen de perken van deze wettelijke bepaling aan de benadeelden van verkeersongevallen ter beschikking mag stellen.

18. Het Comité vestigt er tot slot de aandacht op dat de ingewonnen gegevens beschouwd worden als zijnde gerechtelijke gegevens, zoals bedoeld in de WVP, als zij worden verzameld of verwerkt om gebruikt te worden om bij het gerecht een zaak in te leiden of wanneer zij kunnen leiden tot administratieve sancties.

---

<sup>3</sup> Volledigheidshalve vestigt het Comité er wel de aandacht op dat het feit dat een voertuig is ingeschreven op naam van een welbepaalde persoon/onderneming wel een sterke indicatie vormt om te bepalen wie dit voertuig toebehoort, maar dat dit geen uitsluitel biedt over het eigendomsrecht.

19. Het is dan ook aangewezen dat de aanvrager de bijzondere voorwaarden eerbiedigt die betrekking hebben op dit type van verwerkingen. Deze voorwaarden staan vermeld in artikel 25 van het koninklijk besluit van 13 februari 2001 houdende uitvoering van de WVP. Krachtens dit artikel moet de verantwoordelijke duidelijk de categorieën personen aanduiden die toegang hebben tot de gegevens en hun functie moet daarbij nauwkeurig worden omschreven. De lijst van de categorieën personen moet ter beschikking worden gehouden van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer (hierna "de Commissie"). De verantwoordelijke moet er bovendien over waken dat die aangeduide personen gebonden zijn aan een wettelijke, statutaire of contractuele verplichting aangaande de vertrouwelijkheid van de gegevens.

## **2.2. Bewaringstermijn van de gegevens**

20. Aangaande de bewaringstermijn van de gegevens herinnert het Comité er aan dat de gegevens niet langer bewaard mogen worden dan nodig voor het realiseren van het doeleinde waarvoor ze werden ingezameld (artikel 4, § 1, 5°, WVP).
21. De aanvrager vermeldt dat hij de opgevraagde DIV-gegevens voor zeven jaar zal bewaren, en dit vanaf het verstrijken van de inschrijving van het voertuig of vanaf het verstrijken van de verzekeringsovereenkomst. Hij motiveert deze termijn door te verwijzen naar artikel 19bis-6 van de wet van 21 november 1989 en naar een Europese Richtlijn, waarin dezelfde termijn is vastgelegd<sup>4</sup>.
22. Het Comité neemt hier akte van en het is van oordeel dat in de praktijk een onderscheid kan gemaakt worden tussen verschillende bewaringswijzen. De behandeling van lopende dossiers vereist een bewaring van gegevens opdat deze op normale wijze beschikbaar en toegankelijk zouden zijn voor de medewerkers van de aanvrager die belast zijn met het beheer van het dossier. Wanneer een dossier gearhiveerd is, moet de gekozen bewaringswijze aan de gegevens slechts een beperkte beschikbaarheid en toegankelijkheid verlenen. Een dergelijke bewaringswijze moet toelaten om een antwoord te bieden op andere mogelijke doeleinden van deze bewaring, zoals de naleving van de wettelijke voorschriften inzake verjaring. Eens de bewaring niet langer nuttig is, dienen de gegevens niet langer te worden bewaard.

---

<sup>4</sup> Artikel 23, 1, *in fine*, Richtlijn 2009/103/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 september 2009 *betreffende de verzekering tegen de wettelijke aansprakelijkheid waartoe de deelneming aan het verkeer van motorrijtuigen aanleiding kan geven en de controle op de verzekering tegen deze aansprakelijkheid*.

### **2.3. Frequentie van de toegang en duur van de machtiging**

23. De aanvrager wenst over een permanente toegang te beschikken. Het Comité constateert dat dit gepast is in het licht van de realisatie van de opgegeven doeleinden (artikel 4, § 1, 3<sup>o</sup> WVP), aangezien de aanvrager ten allen tijde moet kunnen nagaan of een voertuig al dan niet verzekerd is en aangezien hij ook op elk moment informatie moet kunnen verstrekken aan benadeelden van verkeersongevallen. Het beveelt tegelijk aan om artikel 16 van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 *houdende de vaststelling van de toelatingsvoorwaarden en de werking van het Belgisch Bureau en het Gemeenschappelijk Waarborgfonds* te herzien, aangezien het als volgt is opgesteld: "*De directie van de inschrijvingen bij het Bestuur van het Wegverkeer en Infrastructuur is er toe gehouden maandelijks de wijziging van de gegevens aan het Fonds mee te delen als bedoeld in artikel 19bis-6, §1, 1), 4<sup>o</sup> en 5<sup>o</sup> van de wet (...).*" Deze bepaling stemt overeen met de manier waarop de gegevens tot op heden werden doorgegeven vanuit de DIV, met name door middel van een CD-ROM. Aldus de bijkomende informatie die de aanvrager aan het Comité heeft bezorgd, is het de bedoeling om de gegevens in de toekomst via een webservice van de DIV op te vragen. Dit zal een permanente consultatie mogelijk maken – wat zoals hoger gezegd gerechtvaardigd is – maar het verdient aanbeveling om artikel 16 van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 ook in die zin aan te passen.

24. Uit de aanvraag leidt het Comité ook af dat een toegang voor onbepaalde duur wordt gevraagd. De taken van de aanvrager zijn door de regelgeving immers niet beperkt in de tijd. Het Comité is aldus van oordeel dat een machtiging met het oog op de realisatie van de opgegeven doeleinden, voor onbepaalde duur gepast is (artikel 4, § 1, 3<sup>o</sup> WVP).

### **2.4. Bestemmingen en/of derden waaraan gegevens worden meegedeeld**

25. Volgens de verstrekte informatie zullen de aangeleverde persoonsgegevens hoofdzakelijk intern door de aanvrager worden gebruikt. Concreet zullen zijn medewerkers de gegevens raadplegen bij de behandeling van informatie-aanvragen en bij de opsporing van niet-verzekering (zie finaliteiten omschreven in randnummer 8). Volledigheidshalve meldt hij ook dat zijn IT-verantwoordelijke (analyst-programmator) in het kader van de uitoefening van zijn functie eveneens de gegevens te zien kan krijgen.

Verder zullen de gegevens doorgegeven worden aan politiediensten bij de opsporing van niet-verzekering, zoals voorzien is in artikel 19bis van de wet van 21 november 1989.

26. Het Comité heeft ter zake geen opmerkingen. Het onderstreept dat enkel de medewerkers van de aanvrager die hiertoe een functioneel belang hebben, toegang mogen krijgen tot de gegevens.

### § 3. TRANSPARANTIEBEGINSEL

27. Het Comité herinnert eraan dat een eerlijke verwerking van gegevens een verwerking is die gebeurt op een transparante wijze. Eén van de hoekstenen van een transparante verwerking betreft de informatieplicht.
28. In voorliggend geval zullen de geplande gegevensverwerkingen evenwel verricht worden met het oog op de toepassing van bepalingen voorgeschreven door of krachtens een wet, een decreet of een ordonnantie. Op grond van artikel 9, § 2, 2de lid, b), WVP is in een dergelijke situatie een vrijstelling van de informatieplicht van kracht. Deze vrijstelling neemt echter niet weg dat het Comité er zich kan van vergewissen of er passende waarborgen bestaan voor de bescherming van de fundamentele rechten van de betrokkenen.
29. In de aanvraag wordt ter zake het volgende aangegeven: *"In het kader van de opsporing niet-verzekering beschikt het GMWF ook over deze wettelijke basis, maar toch wordt bij het contacteren van de personen, gelet op artikel 19bis van de wet van 21 november 1989, de doeleinden van het optreden van het Fonds uiteengezet alsook dat wanneer er niet gereageerd wordt, de persoon aan de politie zal worden geseind (...)."*
30. Het Comité neemt hier akte van en het constateert aldus dat in het kader van één van de twee finaliteiten bepaalde informatie wordt verstrekt (met name bij het toezicht op de naleving van de verzekeringsplicht), maar niet in het raam van het andere doeleinde (informatieverstrekking aan benadeelden van verkeersongevallen). Bovendien zullen ook in het kader van de opsporing van niet-verzekering slechts een aantal betrokkenen geïnformeerd worden, met name diegene die door de aanvrager worden aangeschreven. Alle andere betrokkenen zullen er niet van op de hoogte zijn dat hun gegevens verwerkt worden.
31. Teneinde voor alle verwerkingen een zekere graad van transparantie te verzekeren, verzoekt het Comité om meer algemene informatie te verstrekken omtrent het feit dat gegevens bij de DIV worden opgevraagd en met welke doeleinden dit gebeurt. Dit zou bijvoorbeeld kunnen door dit op de website(s) van de DIV en/of van de aanvrager te plaatsen.



#### § 4. BEVEILIGING

32. Uit de door de aanvrager en de door de DIV meegedeelde stukken blijkt dat zij beiden over een veiligheidsconsulent en over een veiligheidsbeleid beschikken. Het Comité heeft er akte van genomen.

#### OM DEZE REDENEN,

het Comité

**machtigt** het Gemeenschappelijk Motorwaarborgfonds om, met het oog op de doeleinden omschreven in rubriek B,§ 1, en onder de voorwaarden vastgelegd in onderhavige beraadslaging (zie in het bijzonder randnummers 9, 17, 18-19, 22 en 31), voor onbepaalde duur een permanente toegang te krijgen tot de gevraagde persoonsgegevens (zie rubriek B, §2) in de databank van de Dienst Inschrijving Voertuigen.

De Wnd. Administrateur,

De Voorzitter,

(get.) Patrick Van Wouwe

(get.) Willem Debeuckelaere

Voor eensluidend verklaard afschrift:

Patrick Van Wouwe,  
Afdelingshoofd ORM 02.05.2013



## Comité sectoriel pour l'Autorité Fédérale

Délibération AF n° 14/2013 du 2 mai 2013

**Objet :** demande d'autorisation émanant du Fonds Commun de Garantie Automobile afin de pouvoir consulter certaines données conservées auprès de la Direction pour l'Immatriculation des Véhicules du SPF Mobilité et Transports (AF-MA-2013-013)

Le Comité sectoriel pour l'Autorité Fédérale (ci-après "le Comité") ;

Vu la loi du 8 décembre 1992 *relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel* (ci-après "la LVP"), en particulier les articles 31 *bis* et 36 *bis* ;

Vu l'arrêté royal du 17 décembre 2003 *fixant les modalités relatives à la composition et au fonctionnement de certains comités sectoriels institués au sein de la Commission de la protection de la vie privée*, en particulier l'article 18 ;

Vu la demande du sous-directeur du Fonds Commun de Garantie Automobile, reçue le 28/03/2013 ;

Vu la demande d'avis technique et juridique adressée au Service public fédéral Fedict en date du 5/04/2013;

Vu l'avis technique et juridique reçu le 2/05/2013;

Vu le rapport du Président ;

Émet, après délibération, la décision suivante, le 2 mai 2013:

## **I. OBJET ET CONTEXTE DE LA DEMANDE**

1. Le 20 février 2013, le Fonds Commun de Garantie Automobile a introduit une demande d'autorisation auprès du Comité afin d'accéder à certaines données à caractère personnel enregistrées dans la banque de données de la Direction pour l'Immatriculation des Véhicules (ci-après "la DIV"). Cette demande a été complétée par des informations complémentaires le 4 mars 2013 et le 28 mars 2013.

2. Le Fonds Commun de Garantie Automobile (ci-après "le demandeur") est une association d'assurance mutuelle, créée par la loi du 9 juillet 1975 *relative au contrôle des entreprises d'assurances* et agréée par l'arrêté royal du 12 avril 2004. Les missions sont fixées par la loi du 21 novembre 1989 *relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs* (ci-après la loi du 21 novembre 1989).

3. Une des missions du demandeur consiste à veiller à ce que les propriétaires d'un véhicule automoteur respectent leur obligation en matière d'assurance. Une autre mission concerne la transmission d'informations aux personnes lésées par des accidents de la circulation quant à la compagnie d'assurances auprès de laquelle les véhicules automoteurs impliqués sont assurés. L'accès demandé aux données de la DIV s'inscrit dans le cadre de ces deux missions.

## **II. EXAMEN DE LA DEMANDE**

### **A. COMPÉTENCE DU COMITÉ**

4. En vertu de l'article 36bis de la LVP, "*toute communication électronique de données personnelles par un service public fédéral ou par un organisme public avec personnalité juridique qui relève de l'autorité fédérale, exige une autorisation de principe* (du Comité sectoriel compétent)".

5. Il incombe à ce Comité de vérifier "*que ladite communication, d'une part, est nécessaire à la mise en œuvre des missions confiées, par ou en vertu de la loi, à l'autorité fédérale demanderesse et, d'autre part, que cette communication, en ses divers aspects, est compatible avec l'ensemble des normes en vigueur en matière de protection de la vie privée en ce qui concerne le traitement de données personnelles.*" (Doc. Parl. 50, 2001-2002, n° 1940/004).

6. La DIV, qui fait partie du SPF Mobilité et Transports, enverra les données à caractère personnel au demandeur par voie électronique. Le Comité est dès lors compétent.

## B. QUANT AU FOND

### 1. PRINCIPE DE FINALITÉ

7. L'article 4, § 1, 2° de la LVP n'autorise le traitement de données à caractère personnel que pour des finalités déterminées, explicites et légitimes et les données ne peuvent en outre pas être traitées ultérieurement de manière incompatible avec ces finalités.
8. Le demandeur doit d'une part veiller à ce que les propriétaires d'un véhicule automoteur respectent leur obligation en matière d'assurance et, à cet effet, il doit collecter toutes les informations pertinentes<sup>1</sup>. D'autre part, le demandeur a l'obligation de transmettre des informations aux personnes lésées par des accidents de la circulation, et ce en particulier au sujet de l'assureur des véhicules automoteurs impliqués dans l'accident, afin que les personnes lésées sachent à qui elles doivent s'adresser pour obtenir une indemnisation. À cet effet, le demandeur doit tenir à jour un registre et cet enregistrement contient notamment des données qui peuvent être fournies par la DIV<sup>2</sup>.
9. Le Comité estime qu'il s'agit de finalités déterminées et explicites et souligne que les données demandées ne peuvent être traitées qu'en vue de ces finalités.
10. Les traitements de données envisagés sont également admissibles, eu égard à l'article 5, point c), et à l'article 8, § 2, b) de la LVP. Le demandeur ne peut accomplir correctement ses missions de contrôle et d'information, telles que définies au point 8, que s'il traite les données demandées.
11. En ce qui concerne l'exigence de compatibilité avec la finalité initiale, le Comité souligne que les traitements envisagés, à savoir la transmission de certaines données par la DIV au demandeur, sont des traitements ultérieurs de données traitées initialement pour d'autres finalités. Ces traitements ultérieurs ne sont licites que s'ils ne sont pas incompatibles avec la finalité du traitement initial. Cet examen de compatibilité se fait en fonction des prévisions raisonnables de l'intéressé et des dispositions légales et réglementaires applicables.
12. À cet égard, le Comité constate que :

- l'article 19**bis** de la loi du 21 novembre 1989 dispose ce qui suit :  
*"Le Fonds commun de garantie (...) est chargé de collecter toutes informations permettant l'application des dispositions du présent chapitre. (...)"*

<sup>1</sup> Article 19**bis** de la loi du 21 novembre 1989.

<sup>2</sup> Article 19**bis**-6 de la loi du 21 novembre 1989.

➤ l'article 19bis-6 de cette même loi dispose ce qui suit :

*"§ 1<sup>er</sup>. Le Fonds tient un registre contenant les données suivantes :*

*1°) en ce qui concerne les véhicules ayant leur stationnement habituel sur le territoire belge,*

*a) le numéro d'immatriculation, la date de la dernière immatriculation et la durée de la validité de l'immatriculation dans le répertoire matricule des véhicules ;*

*b) le nom, le premier prénom ou la dénomination du titulaire de la marque d'immatriculation et l'adresse du détenteur de la marque d'immatriculation ;*

*c) le genre du véhicule ou de l'immatriculation ;*

*d) la marque, le type, le numéro de châssis, le numéro de contrôle, la puissance ou la cylindrée du moteur, la masse maximale autorisée et la date de la première mise en circulation du véhicule ;*

*2°) les numéros des polices d'assurance (...);*

*3°) les entreprises d'assurances couvrant la circulation des véhicules (...);*

*4°) la liste des véhicules bénéficiant de la dérogation à l'obligation d'être couverts par une assurance (...);*

*5°) en ce qui concerne les véhicules visés au 4°), le nom et l'adresse des autorités ou organismes désignés pour indemniser les personnes lésées ;*

*6°) le nom et l'adresse du représentant chargé du règlement des sinistres désigné dans chacun des États de l'Espace économique européen.*

*§ 2. Les données visées au § 1<sup>er</sup>, doivent être conservées pendant une période de sept ans après que l'immatriculation du véhicule ou le contrat d'assurance a pris fin.*

*§ 3. Le Roi détermine, sur proposition des ministres ayant les affaires économiques et l'immatriculation des véhicules dans leurs compétences, les données à fournir au Fonds par la direction de l'immatriculation auprès de l'administration de la circulation routière et de l'infrastructure, par les entreprises d'assurances et par les autorités et organismes visés à l'article 10."*

➤ l'article 16 de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 *fixant les conditions d'agrément et le fonctionnement du Bureau belge et du Fonds commun de garantie* prévoit ce qui suit :

*"La direction de l'immatriculation auprès de l'Administration de la Circulation routière est tenue de communiquer mensuellement au Fonds la modification des données visées à l'article 19bis-6, § 1<sup>er</sup>, 1°, 4° et 5°, de la loi (...)."*

➤ l'article 5 de la loi du 19 mai 2010 *portant création de la Banque-Carrefour des véhicules* dispose ce qui suit :

*"La Banque-Carrefour a pour objectif, d'une part, d'assurer la traçabilité des véhicules (...) et, d'autre part, d'identifier à tout moment leur propriétaire, le demandeur et le titulaire de leur immatriculation, ainsi que de retrouver les données concernant leur homologation afin de : (...)"*

*21° contrôler la couverture en responsabilité civile à laquelle peuvent donner lieu les véhicules à moteur et remorques ;*

*22° communiquer aux personnes impliquées dans un accident de la circulation routière, le nom des compagnies d'assurance couvrant la responsabilité civile résultant de l'utilisation de chacun des véhicules concernés par cet accident ; (...)"*

La loi du 19 mai 2010 précitée n'est toutefois pas encore entrée en vigueur (cf. l'article 40). Entre-temps, l'accès aux données demandées est encore régi par l'arrêté royal du 20 juillet 2001 *relatif à l'immatriculation de véhicules*, lequel prévoit une énumération limitative des cas dans lesquels les données peuvent être consultées. Les points 15° et 16° de l'article 6, § 2 de cet arrêté royal prévoient toutefois des règles similaires à celles des points 21° et 22° de l'article 5 de la loi du 19 mai 2010, de sorte que l'actuel et le futur cadre réglementaire concordent sur ce point.

13. Le Comité constate donc que les traitements de données que le demandeur souhaite réaliser dans ce contexte ne sont pas incompatibles au sens de l'article 4, § 1, 2° de la LVP.

## **2. PRINCIPE DE PROPORTIONNALITÉ**

### ***2.1. Nature des données***

14. L'article 4, § 1, 3° de la LVP stipule que les données à caractère personnel doivent être adéquates, pertinentes et non excessives au regard des finalités pour lesquelles elles sont obtenues et pour lesquelles elles sont traitées ultérieurement.

15. Le demandeur souhaite accéder aux données suivantes :

- a. numéro d'immatriculation, date de la dernière immatriculation, durée de validité de l'immatriculation du véhicule ;
- b. nom, prénom et adresse du titulaire de la plaque d'immatriculation ;
- c. nature du véhicule ou de l'immatriculation ;
- d. marque, type, numéro de châssis, numéro de contrôle, puissance ou cylindrée du moteur, masse maximale autorisée et date de première mise en immatriculation du véhicule ;
- e. les véhicules pour lesquels on déroge à l'assurance obligatoire et, concernant ces véhicules, le nom et l'adresse des autorités publiques ou des institutions chargées de l'indemnisation des personnes lésées.

16. Le Comité constate que la combinaison de ces données est nécessaire pour que le demandeur puisse établir un lien sérieux<sup>3</sup> entre un véhicule d'une part, et la personne ou l'entreprise au nom de laquelle le véhicule est immatriculé ainsi que l'assureur du véhicule d'autre part. Il estime donc que les données que la DIV transmettra au demandeur sont adéquates, pertinentes et non excessives (cf. article 4, § 1, 3° de la LVP) à la lumière des finalités pour lesquelles elles seront utilisées.

17. Par ailleurs, le Comité fait remarquer que le demandeur – dans le cadre de sa mission d'information (cf. supra au point 8) – ne peut pas mettre toutes ces données à disposition des personnes lésées par des accidents de la circulation. L'article 19*bis*-8 de la loi du 21 novembre 1989 fait en effet une énumération limitative des données que la personne lésée peut obtenir et mentionne les conditions dans lesquelles elle peut obtenir ces informations. Le Comité souligne que ce n'est dès lors que dans les limites de cette disposition réglementaire que le demandeur peut mettre à disposition des personnes lésées par des accidents de la circulation les données qu'il obtient de la DIV en vertu de la présente autorisation.

18. Le Comité attire enfin l'attention sur le fait que les données collectées sont considérées comme étant des données judiciaires, telle que visées par la LVP, si elles sont collectées ou traitées en vue d'être utilisées pour porter une affaire en justice ou lorsqu'elles peuvent donner lieu à des sanctions administratives.

19. Il est dès lors recommandé que le demandeur respecte les conditions particulières relatives à ce type de traitements. Ces conditions sont mentionnées à l'article 25 de l'arrêté royal du 13 février 2001 portant exécution de la LVP. En vertu de cet article, le responsable doit désigner clairement les catégories de personnes ayant accès aux données et leur fonction doit à cet égard être définie avec précision. La liste des catégories de personnes doit être tenue à la disposition de la Commission de la protection de la vie privée (ci-après "la Commission"). Le responsable doit en outre veiller à ce que ces personnes désignées soient tenues à une obligation légale, statutaire ou contractuelle en matière de confidentialité des données.

---

<sup>3</sup> Par souci d'exhaustivité, le Comité souligne que le fait qu'un véhicule soit immatriculé au nom d'une personne/entreprise déterminée constitue toutefois une forte indication quant à la personne possédant le véhicule, mais que cela ne résout pas la question du droit de propriété.

## 2.2. Délai de conservation des données

20. Concernant le délai de conservation des données, le Comité rappelle que les données ne peuvent pas être conservées pour une durée excédant celle nécessaire à la réalisation de la finalité pour laquelle elles ont été obtenues (article 4, § 1, 5° de la LVP).

21. Le demandeur mentionne qu'il conservera les données de la DIV qui sont demandées pendant sept ans après que l'immatriculation du véhicule ou le contrat d'assurance a pris fin. Il motive ce délai en se référant à l'article 19*bis*-6 de la loi du 21 novembre 1989 et à une directive européenne, qui fixent le même délai<sup>4</sup>.

22. Le Comité en prend acte et estime que l'on peut faire une distinction en pratique entre différents modes de conservation. Le traitement d'un dossier pendant requiert une conservation de données de manière telle que celles-ci soient disponibles et accessibles normalement pour les collaborateurs du demandeur chargés de la gestion du dossier. Dès qu'un dossier peut être archivé, le mode de conservation choisi ne doit conférer aux données qu'une disponibilité et un accès limités. Un tel mode de conservation doit permettre de répondre à d'autres finalités éventuelles de cette conservation, comme le respect de dispositions légales en matière de prescription. Lorsque la conservation n'est plus utile, les données ne peuvent plus être conservées.

## 2.3. Fréquence de l'accès et durée de l'autorisation

23. Le demandeur souhaite disposer d'un accès permanent. Le Comité constate que cela est approprié à la lumière de la réalisation des finalités indiquées (article 4, § 1, 3° de la LVP), étant donné que le demandeur doit pouvoir vérifier à tout moment si un véhicule est ou non assuré et qu'il doit aussi pouvoir transmettre à tout moment des informations à des personnes lésées par des accidents de la circulation. Il recommande également de revoir l'article 16 de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 *fixant les conditions d'agrément et le fonctionnement du Bureau belge et du Fonds commun de garantie*, étant donné sa formulation suivante : "*La direction de l'immatriculation auprès de l'Administration de la Circulation routière est tenue de communiquer mensuellement au Fonds la modification des données visées à l'article 19*bis*-6, § 1<sup>er</sup>, 1°, 4° et 5°, de la loi, (...).*" Cette disposition correspond à la manière dont les données ont été transmises jusqu'à présent à partir de la DIV, à savoir via un CD-ROM. D'après les informations complémentaires transmises au Comité par le demandeur, le but est de consulter à l'avenir les données via un service web de la DIV. Cela permettra une consultation permanente – ce qui est justifié, comme indiqué ci-avant – mais il est recommandé d'adapter également en ce sens l'article 16 de l'arrêté royal du 11 juillet 2003.

<sup>4</sup> Article 23, 1, *in fine*, de la Directive 2009/103/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 *concernant l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs et le contrôle de l'obligation d'assurer cette responsabilité*.



24. Le Comité déduit également de la demande qu'un accès est demandé pour une durée indéterminée. En effet, la réglementation ne limite pas dans le temps les missions du demandeur. Le Comité estime dès lors qu'en vue de la réalisation des finalités indiquées, une autorisation d'une durée indéterminée est appropriée (article 4, § 1, 3° de la LVP).

#### ***2.4. Destinataires et/ou tiers auxquels des données sont communiquées***

25. D'après les informations fournies, les données à caractère personnel communiquées seront principalement utilisées en interne par le demandeur. Concrètement, ses collaborateurs consulteront les données lors du traitement de demandes d'informations et lors de la recherche de cas de non assurance (voir les finalités énoncées au point 8). Par souci d'exhaustivité, il signale également que son responsable IT (analyste-programmeur) peut également visualiser les données dans le cadre de l'exercice de sa fonction.

Par ailleurs, les données seront transmises aux services de police lors de la recherche de cas de non assurance, comme le prévoit l'article 19*bis* de la loi du 21 novembre 1989.

26. Le Comité n'a pas de remarque à formuler à ce sujet. Il souligne que seulement les collaborateurs du demandeur qui ont un intérêt fonctionnel à cet égard, peuvent avoir accès aux données.

### **§ 3. PRINCIPE DE TRANSPARENCE**

27. Le Comité rappelle qu'un traitement de données loyal se fait de manière transparente. L'obligation d'information constitue une des pierres angulaires d'un traitement transparent.

28. En l'occurrence, les traitements de données envisagés ne seront toutefois réalisés qu'en vue de l'application de dispositions prescrites par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance. En vertu de l'article 9, § 2, 2° alinéa, b) de la LVP, on applique dans un tel cas une dispense de l'obligation d'information. Cette dispense n'empêche cependant pas que le Comité puisse s'assurer de l'existence de garanties adéquates au niveau de la protection des droits fondamentaux des personnes concernées.

29. La demande indique ce qui suit à ce sujet : "Dans le cadre de la recherche de cas de non assurance, le FCGA dispose également de cette base légale, mais lorsque les personnes sont contactées, on leur explique quand même, vu l'article 19*bis* de la loi du 21 novembre 1989, les finalités de l'intervention du Fonds et l'on précise également qu'à défaut de réaction, la personne fera l'objet d'un signalement à la police (...)." [Traduction libre réalisée par le Secrétariat de la Commission, en l'absence de traduction officielle].

30. Le Comité en prend acte et constate donc que dans le cadre d'une des deux finalités, certaines informations sont transmises (notamment lors du contrôle du respect de l'obligation d'assurance), mais pas dans le cadre de l'autre finalité (information de personnes lésées par des accidents de la circulation). En outre, dans le cadre de la recherche de cas de non assurance, seules certaines personnes concernées seront informées, à savoir celles auxquelles le demandeur s'adresse. Toutes les autres personnes concernées ne seront pas au courant du fait que leurs données sont traitées.

31. Pour garantir un certain niveau de transparence pour tous les traitements, le Comité demande de diffuser des informations plus générales quant au fait que des données sont réclamées à la DIV, et ce pour quelles finalités. Cela pourrait par exemple se faire sur le(s) site(s) Internet de la DIV et/ou du demandeur.

#### § 4. SÉCURITÉ

32. Il ressort des documents transmis par le demandeur et par la DIV qu'ils disposent tous deux d'un conseiller en sécurité ainsi que d'une politique de sécurité. Le Comité en a pris acte.

#### PAR CES MOTIFS,

le Comité

**autorise**, pour une durée indéterminée, le Fonds Commun de Garantie Automobile, en vue des finalités définies à la rubrique B, § 1 et aux conditions fixées dans la présente délibération (voir en particulier les points 9, 17, 18-19, 22 et 31), à disposer d'un accès permanent aux données à caractère personnel demandées (voir la rubrique B, § 2) de la banque de données de la Direction pour l'Immatriculation des Véhicules.

L'Administrateur f.f.,



Le Président,

(sé) Patrick Van Wouwe

(sé) Willem Debeuckelaere

Pour copie certifiée conforme :

Patrick Van Wouwe,

Chef de section OMR 02.05.2013